EXPOSE SUCINCT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LES QUESTIONS DONT
EST SAISI LE CONSEIL DE SECURITE ET SUR LE POINT OU EN EST LEUR EXAMEN

Conformément à l'article 11 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, j'ai l'honneur de présenter ci-dessous un exposé succinct des questions dont le Conseil de sécurité est saisi et du point où en est leur examen à la date du 22 janvier 1949 :

1. Question iranienne (voir document S/1184)
2. Accords spéciaux prévus à l'article 43 et organisation des forces armées mises à la disposition du Conseil de sécurité (voir document S/1184)
3. Règlement intérieur du Conseil de sécurité (voir document S/1184)
4. Statut et règlement intérieur du Comité d'état-major (voir document S/1184)
5. Règlementation et réduction générales des armements et renseignements sur les forces armées des Nations Unies (voir document S/1184)
6. Désignation d'un gouverneur du territoire libre de Trieste (voir document S/1184)
7. Question égyptienne (voir document S/1184)
8. Question indonésienne (voir également documents S/1184 et S/1217)

L'examen de cette question s'est poursuivie au cours des 401ème et 402ème séances du Conseil. A sa 401ème séance, le Conseil a décidé, conformément à la demande présentée par la délégation de la République indonésienne (document S/1214), de faciliter, par l'entremise de la Commission de bons offices, l'échange de dépêches entre la délégation de la République d'Indonésie à Lake Success et le Gouvernement de la République à Muntok (Bangka). Le Conseil a également décidé de demander au Gouvernement des Pays-Bas, par l'entremise de la Commission de bons offices, de fournir des moyens de transport et des sauf-conduits aux fonctionnaires du Gouvernement républicain pour leur permettre de se rendre à Lake Success.

Au cours de sa 402ème séance, les représentants de la Chine, de Cuba, des Etats-Unis et de la Norvège ont présenté un projet de résolution (S/1219). Ce projet de résolution appelait notamment les parties à cesser toutes opérations militaires et toutes opérations de guerillas; il appelait le

Gouvernement des Pays-Bas à mettre en liberté immédiatement et sans condition tous les prisonniers politiques arrêtés par lui depuis le 17 décembre 1948;

il recommandait la constitution, dans le plus bref délai possible, d'Etats-Unis fédéraux, indépendants et souverains d'Indonésie; il proposait de désigner désormais la Commission de bons offices sous le nom de Commission des Nations Unies pour l'Indonésie et de la charger de l'application de la résolution.

Au cours de la période qui va du 15 janvier au 22 janvier 1949, le Conseil a reçu de la Commission de bons offices le rapport suivant (S/1213) :

Rapport en date du 16 janvier 1949, adressé au Président du Conseil de sécurité par la Commission de bons offices pour la question indonésienne au sujet d'une visite faite par la Commission aux chefs républicains internés dans l'île de Bangka.

9. Procédure de vote au Conseil de sécurité (voir document S/1184) :
10. Procédure de mise en application des Articles 87 et 88 de la Charte concernant les Iles du Pacifique placées sous la tutelle stratégique des Etats-Unis d'Amérique (voir document S/1184)
11. Demandes d'admission (voir document S/1184)
12. Question palestinienne (voir documents S/1184 et S/1217)

Les documents ci-après ont été distribués aux membres du Conseil :

(A) S/1215

Télégramme adressé le 17 janvier 1949 au Secrétaire général par le médiateur par intérim pour transmettre une note relative à la Commission de conciliation pour la Palestine, adressée au Président du Conseil de sécurité.

(B) S/1218

Télégramme en date du 18 janvier 1949 adressé au Président du Conseil de sécurité par le Président de la Commission de conciliation pour la Palestine.

13. Question Inde-Pakistan (voir documents S/1184 et S/1217)
14. Situation en Tchécoslovaquie (voir document S/1184)
15. Question du territoire libre de Trieste (voir document S/1184)
16. Question du Haïdersbad (voir document S/1184)
17. Notifications de même teneur en date du 29 septembre 1948, faites au Secrétaire général par les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la République française et du Royaume-Uni (voir document S/1184).